



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/1995/1054
22 décembre 1995
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATÉE DU 22 DÉCEMBRE 1995, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT
DU CONSEIL DE SÉCURITÉ PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DE
L'ÉRYTHRÉE AUPRÈS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'une déclaration faite à la presse par S. E. M. Isaias Afwerki, Président de l'Érythrée, à Asmara le 21 décembre 1995 concernant la situation dans les îles Hanish situées dans la mer Rouge (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent

(Signé) Amdemichael KAHSAI

ANNEXE

Déclaration faite à la presse par S. E. M. Isaias Afwerki,
Président de l'Érythrée, le 21 décembre 1995, à Asmara,
concernant la situation dans les îles Hanish situées dans
la mer Rouge

1. Il est incontestable que seule une médiation internationale permettra de trouver une solution durable au différend. Les efforts concertés des deux pays doivent donc être orientés vers la recherche de moyens d'atteindre cet objectif primordial. Toute autre option en dehors de ce cadre présenterait des risques et serait difficile à mettre en oeuvre.

2. En ce qui concerne les soldats faits prisonniers, leur libération ne saurait être utilisée ni comme élément de marchandage ni comme préalable. J'ai déjà exposé cette position à plusieurs reprises et de façon explicite au Président Ali Abdella Saleh au cours de nos nombreuses conversations téléphoniques. Elle figure également dans notre déclaration officielle. Il s'agit au premier chef d'une obligation du Gouvernement érythréen; cette question ne peut donc constituer une condition préalable. Bien entendu, le Gouvernement érythréen remettra tous les prisonniers au Comité international de la Croix-Rouge, à Asmara, conformément aux procédures internationales en vigueur, et assurera leur bien-être dans l'intervalle.

3. En ce qui concerne l'évacuation des îles, comme j'en ai également informé le Président Ali Abdella Saleh à maintes reprises, si les deux pays s'accordent sur le principe du retrait de leurs forces des îles Hanish, il faudra mettre en place une instance neutre de médiation rencontrant l'agrément des parties en attendant qu'une solution durable soit apportée au différend par un arbitrage international. Cette instance, qui agira dans le cadre de règles et règlements clairement définis dont les deux parties seront convenues, aura pour mission d'observer et de surveiller aussi bien le processus d'évacuation que ses suites, jusqu'à ce qu'une instance internationale rende sa décision. Sa mise en place est indispensable, car on ne peut compter uniquement sur la bonne volonté des deux parties pour exécuter cette mission. Cela étant, il est à la fois inopportun et inacceptable de demander à l'Érythrée, comme préalable, et en ayant recours à l'intimidation, qu'elle se retire unilatéralement.

4. Les accusations gratuites qui ont été portées, notamment celles selon lesquelles des pêcheurs yéménites auraient été capturés par le Gouvernement érythréen et l'Érythrée ferait le jeu de forces extérieures, et d'autres déclarations incendiaires et irresponsables du même ordre, ne contribueront qu'à envenimer la situation et à rendre on ne peut plus aléatoire toute solution rapide. Aussi faudrait-il absolument faire preuve de retenue et ne plus se livrer à de telles campagnes de provocation.

5. Je comprends bien l'inquiétude et l'indignation que la crise qui vient d'éclater a suscitées chez mon frère, le Président Ali Abdella Saleh. Toutefois, au lieu de continuer à se lancer des accusations, je rappellerai à ce dernier la proposition que je lui ai déjà faite en vue de mettre en place une instance impartiale et indépendante chargée d'enquêter sur l'incident. Entre frères, les accusations calomnieuses et les menaces n'ont pas lieu d'être et ne

débouchent sur rien de bon. De même, les préalables et l'intimidation ne mèneront nulle part, car les erreurs ne peuvent pas être corrigées par d'autres erreurs. C'est dans cet esprit que j'appelle une nouvelle fois le Président Ali Abdella Saleh à prendre les mesures voulues pour que reprenne un dialogue constructif auquel nous participerons en tant que frères et hommes d'État. Par ailleurs, j'appuie sans réserve l'initiative du Premier Ministre, M. Melles Zenawi, et j'engage les autres dirigeants intéressés à se joindre à cette entreprise.
